

Le traitement médiatique belge du conflit syrien : entre information et propagande de guerre

Auteur : Wenkin, Laurent

Promoteur(s) : Geuens, Geoffrey

Faculté : Faculté de Philosophie et Lettres

Diplôme : Master en communication multilingue, à finalité spécialisée en communication économique et sociale

Année académique : 2018-2019

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/7639>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.

Attaque chimique présumée en Syrie: Trump fait planer la menace militaire

AVEC AFP Publié le lundi 09 avril 2018 à 18h04 - Mis à jour le mardi 10 avril 2018 à 10h34

INTERNATIONAL

Les Etats-Unis ont fait planer lundi la menace d'une action militaire imminente pour faire "payer" Bachar al-Assad et ses alliés après une attaque chimique présumée en Syrie, pointant particulièrement Moscou qui met en garde en retour contre "de graves conséquences" en cas de frappes occidentales.

"C'était atroce", "horrible", a lancé Donald Trump à la Maison Blanche au sujet de l'attaque présumée de samedi aux "gaz toxiques" contre Douma, dernière poche rebelle aux abords de Damas.

"Nous prendrons des décisions majeures dans les 24/48 heures", a annoncé Donald Trump, avant d'évoquer une décision "probablement d'ici la fin de la journée". Son ministre de la Défense Jim Mattis n'a pas exclu des frappes contre le régime syrien.

Dans ce contexte, une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU, réclamée notamment par les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni, a été le théâtre d'un face-à-face tendu avec la Russie.

Les Américains ont fait circuler un projet de résolution réclamant la création d'un nouveau "mécanisme d'enquête indépendant des Nations unies" sur le recours aux armes chimiques en Syrie. Mais sans attendre, le trio occidental, affichant son unité, a clairement mis en cause le régime Assad pour l'attaque de samedi, qui a fait, selon les Casques Blancs et l'ONG médicale Syrian American Medical Society, plus de 40 morts dans la région de la Ghouta orientale que Damas est en passe de reconquérir intégralement.

"Seul un monstre peut faire cela", a martelé l'ambassadrice américaine aux Nations unies Nikki Haley, et le moment est venu "où le monde doit voir que justice est rendue".

"Aucun doute"

"Il n'existe aucun doute sur les auteurs de cette nouvelle attaque", a aussi estimé l'ambassadeur français François Delattre.

Mais ils ont également et durement mis en cause la Russie, jugeant qu'elle n'avait pu ignorer les bombardements de son allié. "Quand le régime militaire syrien pilonne des civils, il le fait avec l'aide de la Russie", a insisté Nikki Haley.

La Maison Blanche avait auparavant mis en cause la "responsabilité" de la Russie et l'Iran, estimant que le pouvoir syrien ne pouvait mener une attaque chimique "sans leur aide matérielle". Donald Trump avait déjà averti Damas, Moscou et Téhéran qu'ils pourraient "payer le prix fort", incluant nommément, une fois n'est pas coutume, son homologue russe Vladimir Poutine dans ses avertissements.

"Nous appelons les Occidentaux à renoncer à la rhétorique guerrière", a répondu à l'ONU l'ambassadeur russe Vassily Nebenzia, mettant en garde contre de "graves conséquences" en cas d'action armée occidentale. "Il n'y a pas eu d'attaque chimique" samedi à Douma, a-t-il ajouté, dénonçant une "mise en scène".

Vladimir Poutine a condamné pour sa part le caractère "inadmissible" des "spéculations" sur cette attaque chimique présumée.

Dans ce contexte, le spectre d'une riposte militaire a aussi été ravivé lundi après des tirs de missiles contre la base militaire T-4 du régime, dans le centre de la Syrie. Mais c'est Israël qui a été accusé par Damas et ses alliés russe et iranien.

Après avoir menacé le régime d'une "réponse forte", Paris et Washington ont démenti être à l'origine de ces frappes. "En ce moment, les Etats-Unis ne mènent pas de frappes aériennes en Syrie", a redit lundi après-midi la Maison Blanche, en insistant bien sur le fait que cela ne présageait pas de l'avenir.

En avril 2017, Donald Trump avait fait bombarder une base militaire syrienne en riposte à une attaque au gaz sarin imputée au régime, qui avait tué plus de 80 civils à Khan Cheikhoun (nord-ouest).

Après Douma, le régime Assad a repoussé les accusations d'usage de "gaz toxiques". L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), qui s'appuie sur un vaste réseau de sources, n'était pas en mesure de confirmer une attaque chimique.

Le pouvoir d'Assad a toujours nié sa responsabilité dans les attaques chimiques qui lui ont été attribuées durant la guerre qui ravage le pays depuis 2011.

Une vidéo postée par les Casques Blancs et présentée comme tournée après l'attaque présumée à Douma a montré un enchevêtrement de corps sans vie, dont ceux de femmes et d'enfants, allongés à même le sol, de la mousse blanche s'échappant de leur bouche.

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a annoncé l'ouverture d'une enquête.

Grâce à l'appui militaire crucial de Moscou, le pouvoir de Bachar al-Assad a réussi à reprendre plus de la moitié du territoire syrien, au prix d'une guerre dévastatrice qui a fait plus de 350.000 morts en sept ans.

Fort de ce même soutien, le régime a finalement fait plier le dernier groupe rebelle à Douma, l'obligeant à commencer à évacuer la cité. Des semaines durant, en février et mars, l'enclave rebelle a été la cible de bombardements intenses qui ont tué plus de 1.700 civils, selon l'OSDH.